



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-SAÔNE

DRIRE FRANCHE-COMTE
Subdivision de Haute-Saône 1

ARRETE PREFECTORAL N° 794

en date du 14 AVR. 2004

mettant en demeure la Société PYLE METAL de
satisfaire aux prescriptions de l'arrêté préfectoral
n° 155 du 29 janvier 2001 pour l'installation
exploitée sur le territoire de la commune de
SERVANCE.

LE PREFET DE LA HAUTE-SAONE
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 pris pour son application ;
- VU la circulaire du 3 décembre 1993 fixant la politique de réhabilitation et de traitement des sites et sols pollués et la méthodologie d'évaluation simplifiée et détaillée des risques mise au point en application ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 155 du 29 janvier 2001 imposant à la Société PYLE METAL (MADEC) à SERVANCE une étude détaillée des risques inhérents à la pollution de son site ;
- VU les rapports d'études fournis en juin et novembre 2001 par la Société TREDI Services pour le compte de la Société PYLE METAL en réponse à l'arrêté susvisé ;
- VU le programme d'actions pluriannuel fourni par l'exploitant le 23 avril 2003 définissant la mise en place d'une barrière hydraulique sur son site et son coût ;
- VU le rapport de l'inspecteur des installations classées relatant la situation du site et le non respect de certaines prescriptions de l'arrêté de 2001 susvisé ;
- VU l'avis et les propositions du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Franche-Comté en date du 9

CONSIDERANT que l'étude réalisée ne répond pas totalement aux objectifs qui lui ont été assignés et qu'en conséquence elle ne permet pas de conclure sur l'existence de certains risques pour les intérêts visés à l'article L-511.1 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture de Haute-Saône,

A R R E T E

ARTICLE 1

La Société PYLE METAL est mise en demeure pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de SERVANCE, de satisfaire aux prescriptions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n° 155 du 29 janvier 2001 en effectuant une analyse détaillée des risques pour la santé résultant de la pollution de son site et d'évaluer l'acceptabilité de ces risques. À cette fin, la Société PYLE METAL devra **avant le 30 juin 2004** :

- Evaluer les risques sanitaires résultant de l'arrosage des jardins potagers à l'aval du site par des eaux souterraines :
 - en caractérisant les différents polluants présents dans les eaux souterraines du puits de pompage utilisé et notamment les hydrocarbures aromatiques polycycliques ;
 - en déterminant les risques précités en fonction des polluants détectés dans les principaux végétaux cultivés, dont des espèces à larges feuilles ;
- Evaluer les risques sanitaires pour le scénario ingestion de poissons :
 - en intégrant pour les principales espèces de poissons rencontrées en aval et en amont du site, les polluants présents et notamment les différents types d'hydrocarbures dont les hydrocarbures aromatiques polycycliques ;
- Evaluer les risques sanitaires pour les usages récréatifs dans les eaux superficielles.

ARTICLE 2

Si à l'expiration des délais fixés à l'article 1^{er}, l'exploitant n'a pas déféré à la présente mise en demeure, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L 514-1, indépendamment des sanctions pénales prévues en l'espèce.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera notifié au Directeur de la Société PYLE METAL. Une copie sera déposée en mairie et en préfecture pour consultation par les tiers.

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif.


Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter de la notification qui lui est faite du présent arrêté.

ARTICLE 4

Le secrétaire général de la Préfecture de la Haute-Saône, le sous-préfet de LURE, le maire de SERVANCE, ainsi que le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vesoul, le **14 AVR. 2004**

Pour le préfet
et par délégation,
Le secrétaire général



Laurent NUNEZ